



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 06/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHAUX DE LA TOUR

1990 bis
route d'Avignon
84440 Robion

Références : D-0065-2025/LRAR N°1A 214 953 2457 0
Code AIOT : 0006 401-264

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2025 dans la carrière LES CHAUX DE LA TOUR implanté 1990 bis route d'Avignon 84 440 Robion. L'inspection a été annoncée le 06/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 20/01/2025 a pour objectif de vérifier les suites apportées à la visite d'inspection du 16/11/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUX DE LA TOUR
- 1990 bis route d'Avignon 84 440 Robion
- Code AIOT : 0006 401-264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société les Chaux de la Tour exploite une carrière au lieu dit "Les Espessades", sur les communes de Robion et Lagnes. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 et de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515-1 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 18/06/2000, modifié par arrêté complémentaire du 18/06/2018.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Risque incendie
- plan de gestion des déchets d'extraction (PGD)
- déclaration GEREP
- Accès

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	comité de suivi de site	Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 25	Demande d'action corrective	juin 2025
15	Accès	Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 14	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	incendie	Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 20	Sans objet
2	pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 19.1	Sans objet
3	pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 19.2	Sans objet
4	GEREP	Arrêté ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
5	Gestion des zones de stockage – suivi qualité et quantité des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Sans objet
6	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Sans objet
7	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis	Sans objet
8	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis	Sans objet
12	Plan de gestion des déchets – Impact sur les terrains de stockage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis	Sans objet
13	plan de phasage, calcul GF, citernes	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181.46-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 2 non conformités relatives à la non tenue du comité de suivi de site, ainsi qu'au dispositif de clôture défaillant au niveau de la zone Nord de la carrière. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection des installations classées à proposer à monsieur le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 20
Thème-s : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée :
[...] Les abords de l'exploitation seront débroussaillés et entretenus sur une profondeur de 20 mètres minimum. [...]
<u>Constats de la visite du 14/02/2020 (écart n°2 en lien avec l'écart n°1 relevé lors de l'inspection du 13 juillet 2017):</u> l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer la réalisation des opérations de débroussaillage depuis 2015, sur une profondeur de 20 mètres minimum.
Réponse de l'exploitant : le débroussaillage, suivant le plan présenté par l'exploitant lors de la visite, de la face sud de la carrière (Zone 2-3) a été lancé en février 2020. Les zones 1 et 2 (Nord et Est) seront faites en 2020 ou 2021, selon les budgets. Date de début des travaux le 24/02/2020, plan de prévention signé avec la société Los Jardins Prouvençaux et l'exploitant.
Constat le 16/11/2022 : Lors de la visite d'inspection du 16/11/2022, l'exploitant a présenté la facture de 2020 de la SAS "Los Jardins Prouvençaux" N° 2020/112, pour un montant de 10 500,00 euros relative au débroussaillage sur une profondeur de 20 m . Le broyage des déchets verts a été réalisé sur place.
Pour l'année 2021, l'exploitant a présenté la facture 2021/034 émise par la SAS « Los Jardins Prouvençaux » pour un montant de 10 500,00 euros pour un débroussaillage. Le broyage des déchets verts a été réalisé sur place.
Pour l'année 2022, une commande est prévue pour la fin de l'année, concernant les zones 2 et 3 du site.

Constats de la visite du 20/01/2025 :

L'exploitant a présenté une facture N° 2023/020 du 24/02/2023 pour les zones 2 et 3 émis par un prestataire spécialisé (SAS Los Jardins Prouvencaux) d'un montant de 8 400 euros

Il a présenté en séance une cartographie des différentes zones à débroussailler chaque année en fonction du budget alloué à cette tâche. Cette cartographie est présentée en annexe du présent rapport.

Pour 2025, la zone 1 côté Nord de la carrière a déjà été débroussaillée (zone déjà débroussaillée en 2021)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 19.1

Thème-s : Risques chroniques, pollution de l'air

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les pistes de la carrière doivent être régulièrement humidifiées par temps sec et venteux.

Constats de la visite du 14/02/2020 (écart N° 3) : les pistes de la carrière ne sont pas régulièrement humidifiées par temps sec et venteux, lors de la période de chômage du canal alimentant le site (mois de novembre à février).

Réponse de l'exploitant: la société va étudier en 2020 trois possibilités pour maintenir l'approvisionnement en eau durant la période de chômage :

- remise en service des forages existant sur l'usine ;
 - travailler avec une autre société d'irrigation ;
 - créer un stockage tampon pour humidifier les pistes sensibles durant cette période de chômage.
- Le choix le plus pertinent vous sera communiqué, cela à l'approche de la prochaine période de chômage du Canal de l'Isle sur la Sorgue, distributeur en eau sur le site de l'exploitant.

Constats de la visite du 16/11/2022 : concernant l'arrosage des pistes, l'exploitant s'est rapproché de la société Bétons Granulats Sylvestre située sur la commune de Maubec pour mise à disposition d'un camion citerne, permettant d'arroser les pistes par temps secs et venteux en période de chômage du canal. L'exploitant précise par courriel du 18/11/2022 qu'un devis est en cours.

Constats de la visite du 20/01/2025 : par courriel du 25/11/2023, l'exploitant a communiqué un devis N° D0020222 signé du 21/11/2022 de la société «Négocia». L'exploitant précise dans son courriel que cette prestation est à réaliser pour des campagnes d'arrosage lors de la période de chômage du Canal allant de décembre à février. Cette organisation est toujours en place actuellement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 19.2		
Thème-s : Risques chroniques, pollution de l'air		
Prescription contrôlée :		
Convoyeurs : Le capotage complet des convoyeurs est assuré. Les points de jetée des tapis seront munis d'un système d'aspersion.		
<u>Constat de la visite du 14/02/2020 (écart n°4) :</u> les installations de premier traitement des matériaux ne disposent pas de convoyeurs entièrement capotés, ni de système d'aspersion sur l'ensemble des points de jetée des tapis. Réponse de l'exploitant : Les machines de concassages sont livrées conformes aux prescriptions CE. N'ayant pas de convoyeurs capotés intégrés, la mise en place d'un capotage n'est pas prévue et pas possible sans modifier la conformité de la machine. La mise en place de buses d'aspersion est possible. Au titre d'information du matériel de concassage, criblage : a) sur le matériel n°1415S : <ul style="list-style-type: none">- tapis de stérile capoté et équipé d'asperseur,- tapis de 20/50 équipé d'un asperseur, non capoté. Sortie prévue pour catégorie gravier, non besoin de système d'abattage des poussières,- tapis d'alimentation du crible non capoté,- tapis de 0/22 non capoté équipé d'un asperseur en sortie de concasseur b) sur le matériel n°6203 : seul le tapis de sable nécessite un moyen d'abattage des poussières. L'exploitant va demander à son prestataire de se mettre en conformité en 2020 et contrôler la mise en service des asperseurs aux points prévus, cela pour mise en application avant fin du 2eme trimestre 2020. Engagement prestataire BG Sylvestre : <ul style="list-style-type: none">- utilisation de la cuve à eau raccordable au réseau eau machine dès la mise à disposition de l'eau en carrière,- remise en état des asperseurs et création de ceux manquants. <u>Constat de la visite du 16/11/2022 :</u> il n'a pas été constaté la présence du concasseur sur la zone d'exploitation le jour de l'inspection. En réponse, l'exploitant a transmis par courriel du 18/11/2022 les photos attestant de la mise en place d'asperseurs sur plusieurs jetées de tapis. En revanche il n'existe pas de recensement relatif à la remise en état des asperseurs. La création de ceux manquants n'a pas été communiquée à l'inspection. <u>Constat de la visite du 20/01/2025 :</u> L'exploitant a procédé au recensement des asperseurs présents sur le site et par matériel. Il produit un document de juillet 2024-version-1. Le contrôle de l'ensemble des engins a été effectué le 02/07/2024. Pour le groupe mobile Kleeman (crible embarqué Mobirex MR110), celui-ci dispose :		
Positions asperseurs	Nombres buses	Type
Entrée concasseur	4	rampe
Sortie concasseur	6	rampe
Tapis principal	2	rampe
Tapis stérile	2	rampe
Tapis final	2	rampe

Pour le groupe mobile Kleeman MSC 953 i EVO, celui-ci dispose :

Positions asperseurs	Nombres buses	Type
5 situés niveau des tapis	2 par tapis	rampe

Aucun envol de poussières émanant des engins en fonctionnement le 20/01/2025 n'a été constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : comité de suivi de site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 25

Thème-s : Situation administrative, comité de suivi de site

Prescription contrôlée :

Un comité de suivi composé d'un représentant de : L'exploitant, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche, et de l'Environnement, l'association des Chaux de la Tour, Messieurs les maires de Lagnes et Robion, Monsieur le Président de l'U.D.V.N, le Parc Naturel Régional du Lubéron.

Constat de la visite du 14/02/2020 (remarque N° 2) : l'exploitant devra organiser un comité de suivi de site en 2020, en application des dispositions de l'article 25 de l'arrêté d'autorisation du 18/08/2000. Réponse de l'exploitant : proposition de 2 dates : 12 ou 19/06/2020.

Constat de la visite du 16/11/2022 : Lors de la visite d'inspection du 16/11/2022, l'exploitant explique que le dernier comité de suivi de site date de l'année 2017. Les années 2020 et 2021 marquent les événements sanitaires liés au COVID_19. En 2022, l'exploitant déclare l'absence de démarche relative à la mise en place d'un comité de suivi de site, il précise également que celui-ci sera mis en œuvre pour l'année 2023 (premier semestre).

Constats de la visite d'inspection du 20/01/2025 : L'exploitant n'a pas procédé à la mise en place d'un comité de suivi de site conformément à son engagement. Il indique qu'il n'a pas pu mettre en place ce comité en raison des mises en conformité à mener au niveau de l'usine. L'exploitant va solliciter rapidement son prestataire habituel (bureau étude) en vue d'organiser celui-ci au titre de l'année 2025.

Par courriel du 18/02/2025, il communique une proposition commerciale signée avec un prestataire chargé d'organiser un comité de suivi de site pour la carrière et l'usine. La date de ce comité n'est pas encore fixée. Cependant, le contrat prévoit sa tenue au cours du mois de juin 2025. Le montant de cette prestation est de 4356 euros TTC.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées prend acte des actions entreprises en vue d'organiser un comité de suivi d'ici fin juin 2025. L'exploitant tiendra informé Monsieur le Préfet de Vaucluse de la date du comité de suivi de site au plus tard 1 mois avant celle-ci.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 juin 2025

N° 5 : Gestion des zones de stockage – suivi qualité et quantité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème-s : Risques chroniques, Gestion des zones de stockage – suivi qualité et quantité des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
<u>Constats de la visite d'inspection du 16/11/2022</u> Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la quantité des matériaux stockés, aucune information n'est présente dans le PGD version 2022, transmise par courriel du 04/11/2022 à la DREAL. Les matériaux stockés sont des terres issues des opérations de découvertes. <u>Constat de la visite d'inspection du 20/01/2025 :</u> par courriel du 13/01/2023, l'exploitant apporte les précisions suivantes : Il s'agit de produits internes, présents dans le gisement en exploitation. Les sables (mélange de formations argilo-sableuse du Miocène) sont présents dans l'angle Nord de la carrière, dans le périmètre d'autorisation, et les argiles karstiques proviennent des fronts d'exploitation dans le périmètre d'extraction. Les déchets inertes de traitements de calcaire sont des fines de broyages de l'installation de fabrication de carbonates non vendues (non conformes ou marchés irréguliers). Le stock de terre résiduel présent au fond de la carrière, d'un volume de 3 860 m ³ environ (soit environ 7000 tonnes), provient des terres de décapage de la carrière stockées temporairement sur le site avant leur réutilisation en réaménagement. N'ayant pas de remontées des déchets inertes de traitements de calcaire (fines de broyage) à ce jour, une quantité estimée dans le PGD est de l'ordre potentiel de 1000 à 2 000 t/an environ. Des suivis et remontées annuels quantifiés sont déjà en place. L'exploitant a remis en main propre le PGD actualisé (version 2023) : Le PGD aborde la quantité de déchet produit, ainsi la quantité de terres stockées qui est évaluée à 3 955 m ³ sur la base du relevé topographique de 2023. Le PGD précise qu'il existe environ entre 1000 à 2000 tonnes de fines de broyage annuelles et issu de la fabrication des carbonates.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème-s : Risques chroniques, Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
<u>Constats de la visite d'inspection du 16/11/2022</u> L'exploitant n'a pas mis en place un plan topographique permettant de localiser explicitement la zone de stockage temporaire. <u>Constats de la visite d'inspection du 20/01/2025 :</u> Dans la version actualisée du PGD 2023, il apparaît que les déchets utilisés pour la remise en état du site sont stockés dans la zone Nord-Est de la carrière. Deux illustrations photographiques sont présentées dans le PGD, permettant de localiser les zones de stockage temporaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis					
Thème-s : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets – nature et quantité					
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation					
<u>Constats de la visite d'inspection du 16/11/2022 :</u> Le PGD version 2022 ne précise pas les quantités totales de terres de découvertes qui seront stockées durant la période d'exploitation.					
<u>Constats de la visite d'inspection du 20/01/2025 :</u> Dans la version actualisée du PGD 2023, le paragraphe 3.2 comprend le tableau de synthèse suivant :					
Roches concernées			découverte gisement	Terre végétale Calcaires purs	Identification de stockage
Code déchet	caractère	Nature (solide, liquide, boueux)	Origine (découverte, extraction, traitement...)	Quantité totale estimée sur la durée d'exploitation	
Terres non pollués	Inerte cf 3.1.2	Terre végétale	découverte	9450 t 4725 m ³	Stockage Nord-Est
01 01 09	Cf 3.1.2	Fines de broyages de carbonates	Fronts d'exploitation	7500 t 3750 m ³	Remise état fronts
Type de suites proposées : Sans suite					

N° 8 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis					
Thème-s : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation					
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles					
<u>Constats de la visite du 16/11/2022 :</u> Le PGD version 2022 ne mentionne pas le lieu d'implantation de l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles.					
<u>Constats de la visite d'inspection du 20/01/2025 :</u> Dans la version actualisée du PGD 2023, il apparaît que les déchets utilisés pour la remise en état du site sont stockés dans la zone Nord-Est de la carrière. Deux illustrations photographiques sont présentées dans le PGD. (cf PDC N° 6)					
Type de suites proposées : Sans suite					

N° 9 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis
Thème-s : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets – mesures de prévention
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement
<u>Constats de la visite d'inspection du 16/11/2022</u> Le PGD version 2022 ne décrit pas les effets possibles du dépôt des déchets d'extraction sur l'environnement et la santé humaine (envols de poussières...), ni les moyens de prévention mis en œuvre pour réduire les impacts. <u>Constats de la visite d'inspection du 20/01/2025 :</u> Le PGD actualisé version 2023 précise que l'arrêté d'autorisation intègre déjà la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser. Il indique réaliser : <ol style="list-style-type: none">1) des mesures relatives aux émissions de poussières et des eaux de ruissellement ;2) Les matériaux provenant du décapage sont issus d'espaces naturels non pollués ;3) l'absence de lixiviation ;4) absence de risque de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes5) les déchets issus de l'extraction sont utilisés pour la remise en état du site ; En outre, il apporte les indications suivantes sur les fondamentaux de la remise en état : <ol style="list-style-type: none">1) Réalisation de talus en pied de fronts (hauteur de 4,5 m) ;2) mise en place de terres végétales et issues du décapage ;3) enherbement des talus ;4) plantation d'arbres et arbustes à réaliser.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis
Thème-s : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets – surveillance
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : les procédures de contrôle et de surveillance proposées
<u>Constats de la visite d'inspection du 16/11/2022</u> Le PGD version 2022 ne précise pas les procédures de contrôle et de surveillance (suivi poussières... <u>Constats de la visite du 20/01/2025 :</u> Le PGD dans la version 2023 mentionne l'existence de procédures de contrôle et de surveillance relatives aux poussières, ainsi que la réalisation de relevés topographiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis
Thème-s : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets – remise en état
Prescription contrôlée : Le PGD version 2022 ne décrit pas les conditions de remise en état de la zone de stockage de déchets.
<u>Constats de la visite du 16/11/2022 :</u> Le PGD version 2022 ne décrit pas les conditions de remise en état de la zone de stockage de déchets.
<u>Constats de la visite du 20/01/2025 :</u> Le PGD dans la version 2023 intègre une projection totale de la remise en état de la carrière en 2030. L'illustration photographique est présente en annexe du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Plan de gestion des déchets – Impact sur les terrains de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis
Thème-s : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets – Impact sur les terrains de stockage
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets
<u>Constats de la visite d'inspection du 16/11/2022 :</u> Le PGD version 2022 ne comporte pas de descriptif de l'état du terrain d'assiette du stockage des déchets d'extraction et ainsi ne se positionne pas sur les dommages potentiels qu'il serait susceptible de subir.
<u>Constats de la visite d'inspection du 20/01/2025 :</u> La zone de stockage est composée de terres de découvertes, non susceptibles de porter atteinte à l'état des terrains d'assiette du stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : plan de phasage, calcul GF, citernes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R.181.46-II / article 20 de l'AP du 18/08/2000
Thème-s : Situation administrative, plan de phasage, calcul GF, citernes
Prescription contrôlée : [...] Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181.1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L.122.11, de l'article L.123.19 fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R.181.45. [...] article 20 de l'AP du 18/08/2000 : [...] l'implantation des deux citernes de 20 000L sera définie en concertation avec le corps des sapeurs pompiers de Cavaillon.

Constats de la visite du 20/01/2025 :

Par lettre du 14 octobre 2021, la société les Chaux de la Tour a adressé à Monsieur le Préfet de Vaucluse une demande d'actualisation du plan de phasage et du montant des garanties financières pour sa carrière, implantée au lieu-dit « les Espessades » sur la commune de Robion/Lagnes, ainsi qu'une demande de modification de l'article 20 de l'arrêté préfectoral du N°1966 du 18/08/2000 (substitution des 2 citernes de 20 m³ par 1 de 60 m³).

Par courrier du 15 juin 2022, la DREAL-PACA a fait part à l'exploitant que le dossier présenté devait comporter une proposition de phasage permettant d'aboutir à un état final de la carrière en 2030, entièrement compatible avec un usage futur en tant que zone naturelle. Le plan d'organisation des secours V03 (document référencé CTR-S-INST) devait être adressé au SDIS de Vaucluse afin de connaître son avis sur les dispositions relatives à la citerne de 60 m³.

En réponse à ce courrier, l'exploitant a communiqué un nouveau plan de phasage réceptionné par la DDPP le 10 novembre 2022. À travers ce dossier, la société Chaux de la Tour précise que :

- la production moyenne de la carrière sur la période 2000/2020 est de 290 500 tonnes, soit très en deçà des 600 000 tonnes/an prévues dans le phasage initial ;
- un retard dans l'avancement des fronts est observé ;
- l'état final de la carrière présenté dans le dossier de demande d'autorisation, dans les limites du périmètre d'autorisation de l'arrêté préfectoral N°1966 du 18/08/2000, sera atteint en 2040.
- le plan d'organisation des secours (document référencé CTR-S-INST Organisation des secours V03) a été communiqué le 03/10/2022 par courriel au service Prévention /Opération du centre de secours de Cavaillon.
- La réception de la nouvelle citerne de 60 m³ par le SDIS de Vaucluse et le service de la mairie a été réalisée conjointement le 24/11/2022.

Par conséquent, l'exploitant présente un nouveau plan de phasage d'extraction, sans modification des principes de remise en état finale, prévus dans l'arrêté préfectoral du N°1966 du 18/08/2000 (retour à un usage en tant que zone naturelle), seule la côte de fond de fouille sera modifiée en raison de l'exploitation moindre du gisement. Ensuite, conformément aux dispositions de l'article R.516-5-2 du Code de l'environnement, il présente une actualisation des garanties financières, fondée sur le nouveau plan de phasage.

Par ailleurs, le SDIS a émis un avis le 26/07/2023 concernant la prise en compte du risque incendie sur le site des Chaux de la Tour (carrière et usine). Cet avis prend en compte la présence de la cuve de 60 m³. Il demande également la mise en place d'un dispositif complémentaire de 120 m³ au niveau de l'usine : la présence de ces moyens complémentaire (bâche souple) a pu être constatée lors de l'inspection du 20/01/2025 sur l'usine. Le PV de réception du dispositif du 18/09/2024 a été émis par le SDIS de Vaucluse.

L'instruction de cette demande fait l'objet d'un rapport séparé de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème-s : Risques chroniques, déclaration annuelle
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article.... V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.
Constats : L'exploitant a procédé à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets pour l'année 2021, 2022 et 2023. Il explique que ce travail est réalisé en central et non par le personnel local.
Type de suites proposées : sans suites

N° 15 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2000, article 14
Thème-s : Risques accidentels, clôture
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activités, l'accès à la carrière est contrôlée. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.L'accès à toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent [...]
<u>Constat de la visite d'inspection du 20/01/2025 :</u> l'inspection a contrôlé par sondage l'intégrité de la clôture : celle-ci est endommagée au niveau de la zone Nord de la carrière, où se situe le second accès potentiel présenté pour les services de secours est endommagée (trou). Par courriel du 18/02/2025, l'exploitant a transmis le registre relatif à la surveillance des clôtures. (années 2008, 2021,2022,2023,2024 et 2025.) Ce registre mis en place en 2008, est complété avec une fréquence de surveillance annuelle. Des observations y sont consignées avec les travaux à réaliser.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un mois, réparer la clôture. Il transmettra un reportage photographique du travail effectué à Monsieur le Préfet de Vaucluse dans le même délai. L'inspection invite également l'exploitant à renforcer la périodicité de contrôle du bon état de ses clôtures.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois